

COMMUNIQUÉ

Formation professionnelle des jeunes : des décisions qui oublient la voie scolaire

Lors du comité de suivi de la réforme de la voie professionnelle du 17 juin, le ministre a annoncé ses projets pour la prochaine rentrée.

Le SNUEP-FSU acte positivement deux propositions qui nécessiteront néanmoins des clarifications sur les moyens engagés. La première concerne l'augmentation du nombre de places dans les STS qui manquent cruellement pour nos élèves car tous les ans ce sont près de 50 000 bachelier-es professionnels qui s'en voient refuser l'accès.

La seconde concerne les classes de terminales qui pourront enfin bénéficier d'un enseignement de « culture générale et philosophique ». Le SNUEP-FSU porte depuis longtemps cette revendication et regrette le caractère facultatif de cette proposition. Si l'équipe pédagogique le met en place, cet enseignement de philosophie sera financé par les heures de co-intervention. Pour le SNUEP-FSU, l'enseignement de philosophie doit être généralisé et pleinement financé par des moyens supplémentaires dans les dotations horaires et par des formations pour les enseignant-es.

Le SNUEP-FSU reste fortement critique sur le reste du projet puisque le ministère ne tire aucune leçon des effets du confinement sur les élèves. Plus grave encore, aucune mesure ni aucun moyen ne sont envisagés pour anticiper les effets de la crise économique sur l'ensemble de la jeunesse.

Le décrochage scolaire plus fort en lycée professionnel qu'ailleurs s'est fortement accru pendant la période mais le ministère ne s'attèle pas au problème. Pire, les structures de remédiation que sont les Missions de lutte contre le décrochage scolaire voient leur budget fortement réduit. Le SNUEP-FSU exige que l'ensemble de leur budget soit abondé à la hauteur des besoins qui se sont accrus.

Rien n'est envisagé non plus pour combler les retards pris par les élèves durant le confinement. Pourtant, rendre aux disciplines générales et professionnelles les heures dédiées au chef-d'œuvre, à la co-intervention et à l'accompagnement personnalisé serait un levier simple pour répondre aux besoins de motivation et de rattrapage des connaissances. Le volet CAP 3 ans de la réforme sera accentué mais sans créer de véritable parcours, charge aux enseignant-es de modulariser, différencier et individualiser leurs enseignements pour intégrer les parcours 1 an ou 3 ans dans leur classe en 2 ans. En réalité, la réforme de la voie professionnelle et tous ses dispositifs ne sont aucunement questionnés, ils sont même renforcés ! Le ministère agit comme s'il ne s'était rien passé.

La crise économique risque de percuter plus fortement encore les jeunes non ou peu qualifiés. Pourtant des propos même des branches professionnelles, les contrats d'apprentissage subiront une baisse évaluée entre 15 % et 45 % selon les secteurs malgré le milliard d'euros débloqué pour les 450 000 contrats signés chaque année. Quasiment toutes les formations professionnelles de niveau CAP et bac existent dans les établissements publics, plus protecteurs pour les jeunes. Pourtant aucun moyen supplémentaire n'est débloqué pour les 650 000 lycéen·nes professionnels ni pour augmenter les places d'accueil pour les apprenti-es qui resteront sur le carreau.

Le ministre annonce une conférence nationale des diplômes professionnels à la rentrée avec comme objectif de réduire toujours plus le nombre de diplômes pour les remplacer par des mentions complémentaires, des titres professionnels et des FCIL au plus près des besoins des territoires. Cette logique héritée des préconisations des organisations patronales et du ministère du travail a déjà fait la preuve de son inefficacité. Elle est aussi à l'opposé des conclusions de toutes les études sur

l'insertion des jeunes. Ce sont les diplômes qui sont les plus efficaces pour sécuriser les parcours scolaires et professionnels des jeunes.

Le SNUEP-FSU dénonce la prise en main du ministère du travail sur la formation professionnelle initiale. Sa vision réactionnaire et restrictive uniquement axée sur l'employabilité immédiate est dangereuse pour les jeunes et pour la société dans son ensemble. Elle renvoie à l'éducation nationale l'enseignement de « comportements » appelés « compétences sociales » et à des savoirs généraux à minima et à visée utilitariste. La formation globale et équilibrée à un métier est complètement occultée au profit d'un formatage des jeunes sur uniquement des tâches professionnelles détachées d'un métier. Ce démantèlement des formations professionnelles initiales globales et équilibrées est un outil supplémentaire pour désorganiser une partie du monde du travail – celui des métiers dits « subalternes » qui ont pourtant prouvés toute leur utilité pendant cette crise.

Le SNUEP-FSU exige un véritable plan d'urgence pour la jeunesse avec des moyens dédiés. Tous les jeunes doivent bénéficier de mesures ambitieuses pour l'accès au logement, à la santé et à l'éducation. Les jeunes de lycée professionnel doivent obtenir des formations ambitieuses et de qualité qui leur permettent d'obtenir un premier niveau de qualification par un diplôme. C'est une condition indispensable pour leur poursuite d'études et/ou une insertion durable dans l'emploi. C'est une condition indispensable aussi pour leur permettre d'activer ensuite les leviers de la formation continue.

Leur avenir *c'est mon métier*

